



RAPPORT ANALYTIQUE DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

2016 - 2017



ANSTAT
Annuaire Statistique

EDITION 2018

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

**ANNUAIRE STATISTIQUE 2016 - 2017
DU MINISTÈRE DE
LA FONCTION PUBLIQUE**



Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Évaluation

OCTOBRE 2019



TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| SIGLES ET ABREVIATIONS..... | 6 |
| LISTE DES TABLEAUX..... | 8 |
| LISTE DES GRAPHIQUES..... | 9 |
| PREFACE..... | 12 |
| REMERCIEMENTS..... | 14 |
| AVERTISSEMENT..... | 15 |
| DÉFINITIONS ET CONCEPTS..... | 16 |
| RESUME ANALYTIQUE DE L'ANNUAIRE..... | 19 |
| MISSION DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE..... | 41 |
| PRESENTATION DES MISSIONS ET STRUCTURES DU MFP..... | 41 |
| Services et Directions rattachés au Cabinet..... | 41 |
| Direction Générale de la Fonction Publique..... | 41 |
| Services Extérieurs..... | 41 |
| Structures et Organismes sous tutelle..... | 41 |
| PRESENTATION DE LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DE L'EVALUATION..... | 43 |

SIGLES ET ABREVIATIONS

| Sigle | Libellé |
|--------|--|
| BEPC | Brevet d'Etudes du Premier Cycle |
| BNETD | Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement |
| BT | Brevet de Technicien |
| BTS | Brevet de Technicien Supérieur |
| CAFOP | Centre d'Animation et de Formation Pédagogique |
| CAP | Certificat d'Aptitude Pédagogique |
| CD | Conseil de Discipline |
| CDMT | Cadre des Dépenses à Moyen Terme |
| CED-CI | Centre d'Education à Distance-Côte d'Ivoire |
| CEPE | Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires |
| CNRES | Commission Nationale de Recrutement des Enseignants du Supérieur |
| DAF | Direction des Affaires Financières |
| DAJC | Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux |
| DC | Direction des Concours |
| DCRP | Direction de la Communication et des Relations Publiques |
| DFC | Direction de la Formation Continue |
| DFRC | Direction de la Formation et du Renforcement des Capacités |
| DGFP | Direction Générale de la Fonction Publique |
| DSI | Direction des Systèmes d'Information |
| DPCE | Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs |
| DPSE | Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Évaluation |
| DRA | Direction de la Réforme Administrative |
| DRH | Direction des Ressources Humaines |
| DGAPCE | Direction de la Gestion Administrative et du Personnel Civil de l'Etat |
| DUT | Diplôme Universitaire de Technologie |
| EGAD | Ecole de Gestion Administrative et de la Diplomatie |
| EGEF | Ecole de Gestion Économique et Financière |
| ENA | Ecole Nationale d'Administration |
| ENS | Ecole Normale Supérieure |
| ENSEA | Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée |
| EPN | Etablissement Public National |
| FUR | Fichier Unique de Référence |
| GPE | Gestion de Politique Économique |
| IG | Inspection Générale |
| INFJ | Institut National de Formation Judiciaire |
| INFS | Institut National de Formation Sociale |
| INJS | Institut National de la Jeunesse et des Sports |
| INS | Institut National de la Statistique |
| INSAAC | Institut National d'Art et de l'Action Culturelle |
| IO | Instituteur Ordinaire |
| IPNEPT | Institut Pédagogique National de l'Enseignement Professionnel et Technique |
| MAFOP | Mutuelle des Agents du Ministère en charge de la Fonction Publique |



| | |
|---------------|---|
| MFP | Ministère de la Fonction Publique |
| NC | Non Communiqué |
| PIP | Programme des Investissements Publics |
| PND | Plan National de Développement |
| PTG | Programme de Travail du Gouvernement |
| PU-PSB | Plan d'Urgence de Production des Statistiques de Base |
| RA | Résumé Analytique |
| SAMU | Service d'Aide Médicale d'Urgence |
| SAO | Service d'Accueil et d'Orientation |
| SIGFAE | Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat |
| SOMFP | Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique |
| SSN | Système Statistique National |
| TIC | Technologie de l'Information et de la Communication |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau RA 1 : Répartition de l'effectif des fonctionnaires par région au 31 décembre des années 2016 et 2017..... | 21 |
| Tableau RA 2 : Répartition des fonctionnaires et agents de l'Etat selon les grands groupes d'âges, l'ancienneté et la catégorie dans la Fonction publique par année (en %)..... | 24 |
| Tableau RA 3 : Effectif des contractuels selon la nationalité, le secteur d'emploi et l'année de recrutement..... | 25 |
| Tableau RA 4 : Répartition de l'effectif du personnel de l'Administration Publique Civile émergeant au budget national au niveau de la Solde Civile selon le type de personnel et l'année..... | 26 |
| Tableau RA 5 : Dépenses en personnel de l'Administration Publique Civile ivoirienne selon le type de personnel (millions F CFA)..... | 28 |
| Tableau RA 6 : Effectif des fonctionnaires de l'Etat recrutés au cours de la période suivant certaines caractéristiques..... | 28 |
| Tableau RA 7 : Effectif des fonctionnaires ayant reçu le renforcement de leurs capacités selon l'année et le lieu de formation..... | 29 |
| Tableau RA 8 : Effectif des fonctionnaires formés à l'ENA selon certaines caractéristiques..... | 29 |
| Tableau RA 9 : Effectif des fonctionnaires de l'Administration Publique ayant fait l'objet de sanctions du second degré selon le type de sanction et la famille d'emploi..... | 31 |
| Tableau RA 10 : Effectif des fonctionnaires ayant créé leur «espace fonctionnaire»..... | 32 |
| Tableau RA 11 : Proportion des dossiers traités par année selon l'activité..... | 32 |
| Tableau RA 12 : Répartition des fonctionnaires du MFP selon certaines caractéristiques sociodémographiques..... | 35 |
| Tableau RA 13 : Budget programmé des exercices 2016 et 2017 du MFP..... | 35 |
| Tableau RA 14 : Proportion de campagne de sensibilisation ou de communication menées suivant le moyen de communication utilisé au cours de l'année (%)..... | 36 |
| Tableau RA 15 : Taux de réalisation des missions d'inspection dans les Directions centrales et régionales du MFP et taux des dossiers objet de plaintes et de récriminations traités (%)..... | 36 |



LISTE DES GRAPHIQUES

| | |
|--|----|
| Graphique RA 1 : Evolution de l'effectif des fonctionnaires de l'Administration Publique Civile et de l'indice de parité de la femme entre 2009 et 2017..... | 22 |
| Graphique RA 2 : Proportion des fonctionnaires selon le secteur d'emploi en 2016 et 2017..... | 23 |
| Graphique RA 3 : Evolution de l'effectif du personnel civil de l'Etat géré par la Solde entre 2009 et 2017..... | 26 |
| Graphique RA 4 : Evolution des dépenses en personnel civil de l'Administration Publique (en million de FCFA) et de l'indice de parité de femme en dépense de la Côte d'Ivoire de 2009 à 2017..... | 27 |
| Graphique RA5 : Evolution de l'effectif des fonctionnaires ayant reçu une formation/un renforcement des capacités en Côte d'Ivoire..... | 29 |
| Graphique RA 6 : Proportion des fonctionnaires ayant obtenu une distinction honorifique selon l'année et le grade..... | 30 |
| Graphique RA7 : Evolution de l'effectif des fonctionnaires du MFP et de l'indice de parité de femmes entre 2009 et 2017..... | 33 |
| Graphique RA 8 : Proportion des fonctionnaires du MFP selon la famille d'emploi en 2016 et 2017..... | 34 |

S.E. Amadou GON COULIBALY

**Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat**

Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, a fixé le cap pour voir la Côte d'Ivoire hissée au rang des pays émergents. Il s'agit, suivant les projections des Plans Nationaux de Développement (PND 2012-2015 et PND 2016-2020), de bâtir une Côte d'Ivoire émergente, avec une économie à croissance forte, soutenue par une administration moderne et efficace ainsi que des ressources humaines compétentes et performantes.

Il s'ensuit que les ressources humaines constituent un maillon essentiel dans la réalisation de cette grande et noble vision. La maîtrise des données sur les personnels de l'Administration publique ivoirienne reste, en conséquence, déterminante dans la prise de décisions stratégiques de gouvernance, notamment, en termes d'une meilleure gestion des ressources humaines civiles de l'Etat et du suivi de l'incidence de leur traitement sur le budget de l'Etat.

C'est à cet impératif de bonne gouvernance que répond le Ministère de la Fonction Publique, en collaboration avec tous les acteurs concernés, en publiant la deuxième édition de l'annuaire statistique de l'Administration publique ivoirienne, couvrant la période 2016-2017.

Les données collectées et publiées dans cet annuaire, dont je salue la qualité et la pertinence, sont relatives, entre autres, à l'évolution des effectifs par secteur, au déploiement des personnels par région et aux besoins de l'administration à satisfaire. Ce document constitue donc une source d'informations et de référence pouvant aider à la prise de mesures de gestion optimale des ressources humaines de la Fonction Publique.

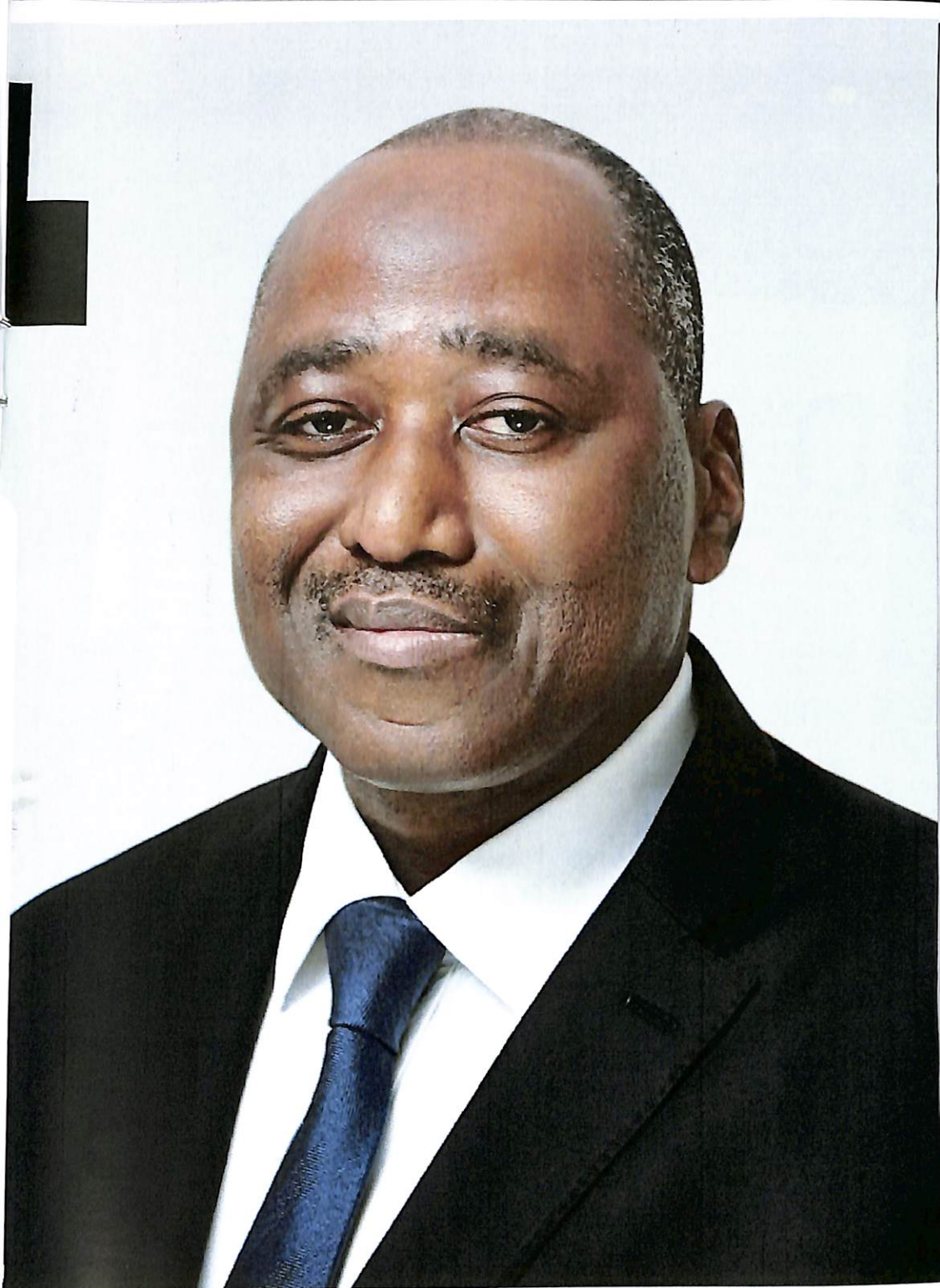
Je reste, pour ma part, assuré que l'ensemble des acteurs du développement national, des partenaires sociaux aux partenaires au développement, y trouvera des motifs de satisfaction. Chacun devrait, également, y trouver des raisons supplémentaires de renforcer la collaboration et l'appui aux programmes initiés, indispensables à la consolidation des acquis enregistrés et au traitement des points mitigés.

C'est le lieu d'adresser mes encouragements à Monsieur le Ministre de la Fonction Publique, le Général ISSA COULIBALY et à ses collaborateurs, pour cet important travail de communication. J'y associe, également, tous les autres acteurs dont la contribution a certainement permis de fiabiliser et de valider les données.

J'attends de tous une meilleure exploitation des informations fournies en vue de la formulation de programmes et projets visant au renforcement des acquis, pour le bien-être de nos concitoyens.

Au total, la publication régulière de l'annuaire statistique du Ministère de la Fonction Publique est un atout appréciable pour l'édification d'une administration publique moderne, performante et efficace.

Amadou GON COULIBALY



PREFACE

Dès son accession à la magistrature suprême de notre pays en 2011, le **Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA** a initié un Plan d'Urgence de Production des Statistiques de Base (PU-PSB) en vue de pallier l'absence de statistiques sectorielles.

Conformément à cette initiative, il a par décret n° 2012-1159 du 19 décembre 2014, institué des départements techniques en charge de la Planification et de la Statistique dans tous les ministères dont l'un des rôles essentiels est la production et la diffusion de données statistiques sectorielles.

C'est dans cette optique que le Ministère de la Fonction Publique a élaboré son premier Annuaire Statistique sur la période **2009-2015**. Ce document, qui permet d'avoir une meilleure visibilité des résultats issus des activités menées par notre Ministère, a pour objectif de fournir chaque année, les données de l'exercice précédent qui sont relatives :

- à l'évolution des effectifs des agents dans tous les secteurs de l'Administration Publique ;
- aux flux d'entrées et de sorties de la Fonction Publique ;

- aux dépenses de personnel de l'Etat ;
- aux distinctions honorifiques et sanctions disciplinaires.

L'Annuaire Statistique 2016-2017 dénommé « **Anstat 2016-2017** », contenu dans les pages qui vont suivre, constitue pour le Ministère de la Fonction Publique, un outil d'aide à la prise de décisions judicieuses dans la marche de la Côte d'Ivoire vers un développement socio-économique durable.

Cette deuxième édition conçue par la Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation (DPSE) que je félicite pour la qualité du travail accompli, vient corroborer ma vision de la stratégie de communication et de gouvernance du Ministère de la Fonction Publique ; mais au-delà, celle d'une Administration publique qui intègre l'efficacité, la célérité, et l'efficience dans la gestion des affaires de l'Etat et qui contribue au développement économique et social de la Côte d'Ivoire.

Le Ministre de la Fonction Publique
Général Issa COULIBALY
Officier de l'Ordre National



Le Ministre de la Fonction Publique
Général Issa COULIBALY
Officier de l'Ordre National



REMERCIEMENTS



Dr. Alima KAMARA
Directrice de la Planification,
des Statistiques et de l'Evaluation

L'élaboration de la deuxième édition de l'Annuaire Statistique du Ministère de la Fonction Publique a été une tâche particulièrement ardue qui a mobilisé toutes les compétences techniques des différentes Directions et Structures qui composent le Ministère.

Il convient dès lors, de reconnaître les efforts réalisés à chaque niveau et à chaque étape du processus d'élaboration de ce document de référence.

À ce titre, nous ne pouvons résister à l'immense désir d'exprimer notre profonde gratitude à **Monsieur le Ministre de la Fonction Publique, le Général Issa COULIBALY**, ainsi qu'aux membres de son Cabinet, pour la volonté manifeste de pérenniser cet outil d'aide à la prise de décision judicieuse qu'est l'Annuaire Statistique.

Nous voulons également dire notre reconnaissance au Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat à travers la Direction de la Solde qui a bien voulu mettre à notre disposition les données relatives aux dépenses du personnel de l'Administration Publique.

Aussi voudrions-nous formuler nos vifs remerciements à l'endroit de tous les cadres du Ministère de la Fonction Publique qui se sont joints au processus de pérennisation de l'Annuaire Statistique, soit en participant activement à la collecte des données, soit en facilitant la mise à disposition des informations sollicitées.

De même, témoignage doit être fait des sollicitudes dont nous avons bénéficié de la part des points focaux qui ont donné de leur disponibilité dans la collecte des données.

Enfin, nous restons redevables à tous les agents de la Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation (DPSE) qui ont pleinement joué leur rôle dans la réalisation de cette mission. Que tous puissent trouver ici, l'expression de nos sincères remerciements pour leur participation et leur contribution à la production de l'Annuaire Statistique 2016-2017.

AVERTISSEMENT

L'Annuaire Statistique du Ministère de la Fonction Publique met à la disposition des utilisateurs des informations capitales aux fins d'une exploitation personnalisée et sectorielle.

Les données statistiques qui y sont contenues proviennent essentiellement de l'ensemble des Directions et Structures composant le Ministère de la Fonction Publique et de la Direction de la Solde, du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

Les interprétations qui en découlent apparaissent comme des hypothèses ou une analyse situationnelle.

Très bon usage

DEFINITIONS ET CONCEPTS

Activité : position du fonctionnaire qui, régulièrement titularisé, occupe effectivement un emploi, y compris lorsqu'il est en congé, en stage de formation ou bénéficie d'une autorisation d'absence avec traitement.

Agents de l'Etat : ce sont les personnes qui, sans être fonctionnaires, exercent dans l'Administration publique. Il s'agit notamment des contractuels et des travailleurs occasionnels ;

Avertissement : Il constitue une mise en garde donnée au fonctionnaire, matérialisée par des observations orales ou écrites pour des fautes de peu de gravité et n'ayant aucune incidence sur la carrière de l'agent.

Blâme : Il se caractérise par des observations présentant néanmoins un caractère plus grave que l'avertissement, doit faire l'objet d'une décision écrite (arrêté) qui est versée au dossier de l'agent

Catégorie : en fonction de leur niveau de formation et de leur qualification professionnelle, les fonctionnaires sont classés en 4 catégories : A, B, C et D¹, la catégorie E ayant été supprimée ;

Concours de recrutement : c'est un recrutement ordinaire ouvert à l'intention de non-fonctionnaires remplissant les conditions générales d'accès à la Fonction Publique et titulaires du diplôme ou titre justifiant leur aptitude à exercer directement l'emploi pour lequel ils postulent ;

Concours de recrutement exceptionnel : ouvert à l'intention des contractuels non régis par l'article 15 du statut général de la Fonction Publique. Les conditions requises sont similaires à celles des concours de recrutement mais différent de celles-ci au niveau de ce qui en constitue le caractère exceptionnel.

Concours direct : s'adresse aux non-fonctionnaires titulaires d'un diplôme d'études générales, techniques ou professionnelles (CEPE, BEPC, BAC, BT, BTS, DUT, Licence, Master, etc.) ;

Concours professionnel : s'adresse aux fonctionnaires totalisant au moins trois (3) ans de service dans son grade. Il peut donner accès aux cycles de formation et aux emplois directement ;

Concours professionnel exceptionnel : est ouvert aux fonctionnaires sur autorisation du Ministre en charge de la Fonction Publique en tenant compte des besoins programmés et budgétisés ;

Concours professionnel spécial² : est ouvert aux fonctionnaires ne remplissant pas les conditions d'âge pour accéder à un emploi donnant accès à un cycle de formation.

Dépenses des agents de l'Etat : ensemble de tous les paiements qu'il fait à travers la solde au profit des agents qu'il emploie. Y sont incluses les cotisations sociales.

Déplacement d'office : modifier l'affectation initiale de l'agent, sans son accord, afin de préserver l'intérêt du service

Détachement : position du fonctionnaire autorisé à interrompre temporairement ses fonctions pour exercer un emploi public ou auprès d'une entreprise privée, un mandat public national ou international, un mandat syndical, ou exercer une fonction ministérielle. Il continue à bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Disponibilité : position du fonctionnaire dont l'activité est suspendue temporairement à sa demande. Il n'a droit à aucune rémunération et ne bénéficie plus de ses droits à l'avancement et à la retraite.

¹ Aux catégories correspondent des fonctions de différents niveaux :

- A : fonctions d'études générales, de conception, de direction et de supervision;
- B : fonctions d'application, consistant à traduire en mesures particulières les principes généraux arrêtés ;
- C et D : fonctions d'exécution.

² Entre autres conditions, il faut être en activité dans son emploi d'origine à la date d'ouverture du concours et compter à cette date au moins dix (10) ans de service en qualité de fonctionnaire dont 5 au moins de service effectif dans son emploi. Il faut avoir au moins 46 (respectivement 44) ans pour l'accès d'un emploi de la catégorie A à un autre emploi de la même catégorie (respectivement pour l'accès d'un emploi de la catégorie C à un autre emploi de la catégorie B, etc).



Emploi : c'est la profession exercée par l'agent en fonction d'une qualification acquise suite à une formation initiale ou continue ;

Exclusion définitive de l'emploi : sanction disciplinaire du second degré applicable au fonctionnaire stagiaire. Elle a pour effet de faire sortir définitivement le fonctionnaire stagiaire de l'Administration ;

Exclusion temporaire : c'est une sanction disciplinaire du second degré qui a pour effet d'écarter le fonctionnaire de l'Administration pendant toute la durée de l'exclusion et de le priver de toute rémunération à l'exception de l'allocation familiale ;

Famille d'emploi : regroupement des emplois en 6 ensembles de spécialités :

- I. emplois de l'éducation et de la formation ;
- II. emplois scientifiques et techniques ;
- III. emplois à caractère administratif et juridique ;
- IV. emplois de gestion économique et financière ;
- V. emplois des affaires sociales ;
- VI. emplois de production littéraire et artistique.

Fonctionnaire : est une personne nommée à titre permanent pour exercer un emploi public, titularisée dans un grade et qui est vis-à-vis de l'Administration dans une situation statutaire et réglementaire³ ;

Gens de maison : Ce sont des agents de l'Etat employés à des fonctions de domestiques notamment l'entretien de la demeure ou l'éducation des enfants entre autres ;

Contractuel : Ce sont des agents non-fonctionnaires recrutés pour occuper des emplois de la catégorie A et engagé par contrat pour une durée déterminée qui ne peut excéder deux ans, et lequel contrat est renouvelable une seule fois ;

Autres agents non-fonctionnaires : Ce sont les agents de l'Etat qui ne sont ni contractuels ni gens de maison et exerçant dans l'Administration publique et au profit de qui l'Etat effectue des dépenses ;

Agent journalier : Ce sont les ouvriers, manœuvres employés et rémunérés par l'Etat. Ils ne sont ni fonctionnaires ni contractuels ;

Organisme employeur : Institution de fonction du fonctionnaire ou de l'agent de l'Etat. Il s'agit des Ministères de fonction, des EPN, des Institutions de la République ;

Etat matrimonial : C'est la situation conjugale du fonctionnaire ou de l'agent de l'Etat au regard de la loi : célibataire, marié, veuf ou divorcé ;

Dépenses de personnel de l'État : Ensemble de tous les paiements que l'État effectue à travers la solde au profit des agents qu'il emploie ;

Grade : à chaque catégorie sont rattachés les grades, différents de l'emploi, correspondant aux titres acquis par le fonctionnaire, à l'intérieur de sa catégorie, et qui lui donnent vocation à occuper un emploi d'un certain niveau, dans sa spécialité, et dans la hiérarchie administrative et des échelons. Par ordre décroissant, ce sont A7, A6, A5, A4, A3, B3, B2, B1, C3, C2, C1, D2, D1. Les grades A1 et A2 ont été supprimés mais existant encore dans la base utilisée pour produire le document ;

Grade I : correspond au Préfet de département ;

Grade II : correspond au Secrétaire général de préfecture ;

Grade III : correspond au Sous-Préfet ;

³ Sont exclus les magistrats de l'ordre judiciaire, le personnel militaire et le personnel de la sûreté nationale.

Hors Grade : correspond au Préfet de région

Groupe I : correspond au Ministre plénipotentiaire ;

Groupe II : correspond au Conseiller des affaires étrangères ;

Groupe III : correspond au Secrétaire des affaires étrangères ;

Hors Groupe : correspond à Ambassadeur

Licenciement : c'est une mesure administrative qui a pour effet d'écartier l'agent définitivement de l'Administration ;

Promotion : passage du fonctionnaire de son grade à un grade immédiatement supérieur.

Radiation du tableau des avancements : sanction disciplinaire du second degré qui a pour effet de retarder l'avancement du Fonctionnaire d'un (01) an ;

Révocation : sanction disciplinaire du second degré qui a pour effet de faire sortir définitivement le fonctionnaire de l'Administration. Elle comprend deux modes d'application à savoir la révocation avec suspension des droits à pension et la révocation sans suspension des droits à pension :

- **Révocation avec suspension des droits à pension** : le fonctionnaire révoqué n'a droit à aucun remboursement de sa cotisation à pension ;
- **Révocation sans suspension des droits à pension** : le fonctionnaire révoqué bénéficie du remboursement de ses cotisations. S'il a accompli 15 ans de service, alors il bénéficiera de la pension.

Sanction disciplinaire : sanction infligée à un fonctionnaire ou agent de l'Etat ayant commis une infraction administrative ;

Secteur d'emploi : regroupement des emplois en 4 (ou très souvent 3) grands secteurs :

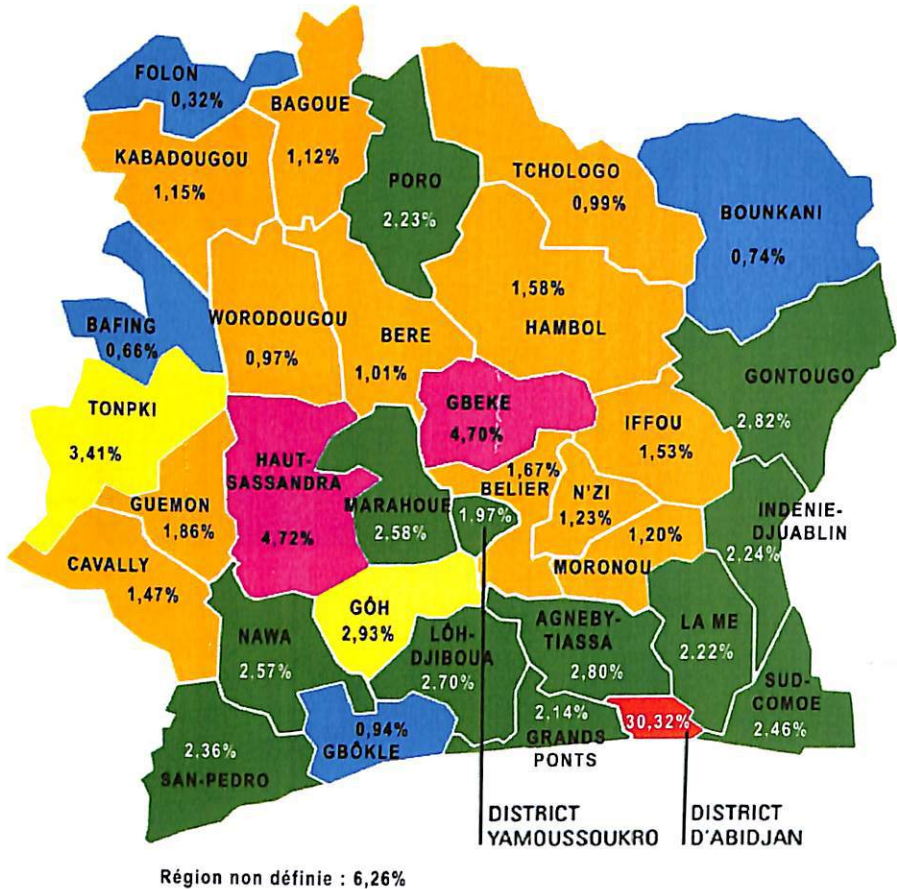
- I. éducation/ formation ;
- II. santé ;
- III. économie et finance ;
- IV. autres secteurs.

Sortie de carrière : position du fonctionnaire ayant épuisé la période d'activité autorisée.

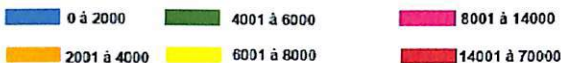
RESUME ANALYTIQUE DE L'ANNUAIRE



CARTE ADMINISTRATIVE DE REPARTITION DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ETAT PAR REGION AU 31 DECEMBRE 2017



Légende :



Nous observons une disparité importante dans la répartition des fonctionnaires dans les régions. Ainsi les régions du Folon, Bafing, Bounkani, Worodougou et le Gbôklé ne peuvent atteindre chacune les 1% de l'effectif des fonctionnaires soit moins de 2000, tandis que Abidjan à lui seul représente plus de 30% de l'effectif des fonctionnaires soit près de 70 000.



Tableau RA 1 : Répartition de l'effectif des fonctionnaires par région au 31 décembre des années 2016 et 2017

| District | Chef-lieu de district | Région | Chef-lieu de région | Nombres de Fonctionnaires et agents de l'Etat | |
|----------------------------------|-----------------------|------------------|---------------------|---|----------------|
| | | | | 2016 | 2017 |
| Abidjan (district autonome) | Abidjan | Abidjan | Abidjan | 61 118 | 63 240 |
| Yamoussoukro (district autonome) | Yamoussoukro | Yamoussoukro | Yamoussoukro | 4 008 | 4 110 |
| Lacs | Dimbokro | N'zi | Dimbokro | 2 496 | 2 562 |
| | | Iffou | Daoukro | 3 099 | 3 188 |
| | | Bélier | Toumodi | 3 406 | 3 490 |
| Comoé | Abengourou | Moronou | Bongouanou | 2 467 | 2 513 |
| | | Indénié-Djuablin | Abengourou | 4 538 | 4 675 |
| | | Sud-Comoé | Aboisso | 5 017 | 5 134 |
| Denguélé | Odienné | Folon | Minignan | 632 | 658 |
| | | Kabadougou | Odienné | 2 355 | 2 401 |
| Gôh-Djiboua | Gagnoa | Gôh | Gagnoa | 5 992 | 6 116 |
| | | Lôh-Djiboua | Divo | 5 539 | 5 625 |
| Lagunes | Dabou | Agnéby-Tiassa | Agboville | 5 723 | 5 831 |
| | | Mé | Adzopé | 4 520 | 4 626 |
| | | Grands Ponts | Dabou | 4 369 | 4 469 |
| Montagnes | Man | Tonkpi | Man | 6 955 | 7 115 |
| | | Cavally | Guiglo | 2 995 | 3 075 |
| | | Guémon | Duékoué | 3 797 | 3 872 |
| Sassandra-Marahoué | Daloa | Haut-Sassandra | Daloa | 9 700 | 9 848 |
| | | Marahoué | Bouafé | 5 293 | 5 383 |
| Savanes | Korhogo | Poro | Korhogo | 4 555 | 4 661 |
| | | Tchologo | Ferkessédougou | 2 004 | 2 062 |
| | | Bagoué | Boundiali | 2 260 | 2 341 |
| Bas-Sassandra | San-Pédro | Nawa | Soubré | 5 308 | 5 366 |
| | | San-Pédro | San-Pédro | 4 845 | 4 921 |
| | | Gbôklé | Sassandra | 1 897 | 1 953 |
| Vallée du Bandama | Bouaké | Hambol | Katiola | 3 214 | 3 291 |
| | | Gbéké | Bouaké | 9 535 | 9 807 |
| | | Béré | Mankono | 2 055 | 2 110 |
| Woroba | Séguéla | Bafing | Touba | 1 319 | 1 380 |
| | | Worodougou | Séguéla | 1 970 | 2 031 |
| Zanzan | Bondoukou | Boukani | Bouna | 1 503 | 1 550 |
| | | Gontougo | Bondoukou | 5 776 | 5 872 |
| Région non définie (*) | | | | 16 791 | 13 056 |
| TOTAL | | | | 207 296 | 208 577 |

Source : SIGFAE

(*) : fonctionnaires dont le champ « région » n'est pas renseigné dans la base de données



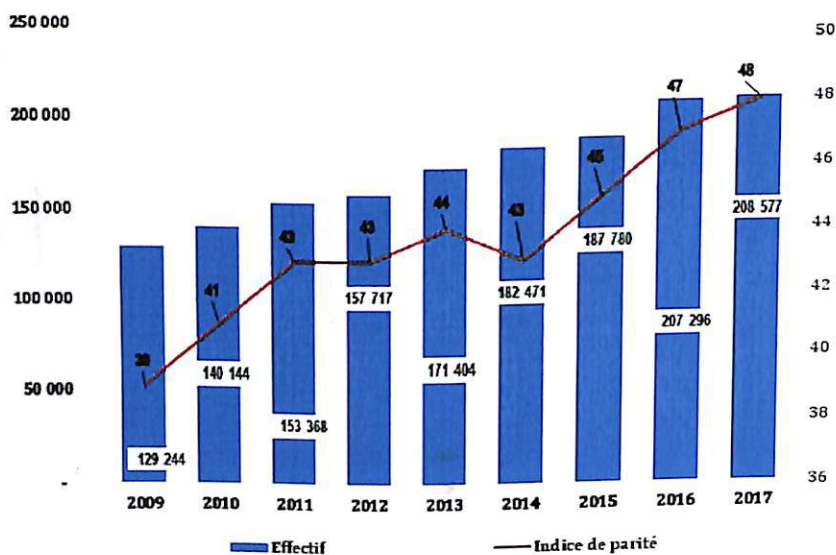
A- RESUME ANALYTIQUE SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE IVOIRIENNE

I- PERSONNEL CIVIL DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le personnel civil de l'Administration publique ivoirienne est constitué de fonctionnaires et agents de l'Etat.

I.1 Les Fonctionnaires de l'Etat

Graphique RA 1 : Evolution de l'effectif des fonctionnaires de l'Administration Publique Civile et de l'indice de parité de la femme entre 2009 et 2017



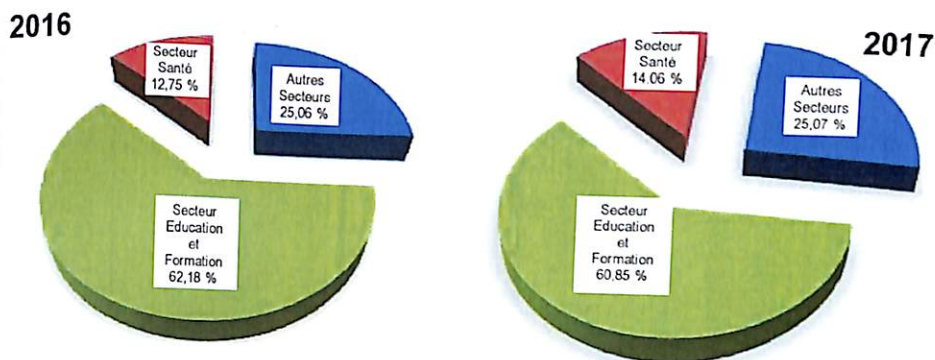
Source : SIGFAE

L'effectif des fonctionnaires est passé de 187 780 en 2015 à 208 577 au 31 décembre 2017. Pour rappel, cet effectif était de 129 244 en 2009 comme le montre le graphique ci-dessus. 97% environ des fonctionnaires sont en activité, quelle que soit l'année d'étude.

Cet effectif est constitué de 32% de femmes en 2017. Cette proportion a peu varié dans le temps car elle était de 28% en 2009. Ce qui donne un indice de parité de 48 femmes pour 100 hommes en 2017. Cet indice a connu une croissance entre 2009 et 2017, passant de 39 femmes pour 100 hommes en 2009 à 47 femmes pour 100 hommes en 2016.

Ces fonctionnaires évoluent majoritairement dans les secteurs à fort caractère social, notamment le secteur de l'éducation formation et celui de la santé. (Graphique RA2)

Graphique RA 2 : Proportion des fonctionnaires selon le secteur d'emploi en 2016 et 2017



Source : SIGFAE

Le secteur « Education et formation » regroupe à lui seul 62,18% des fonctionnaires en 2016 et 60,85% en 2017. Le secteur « Autres secteurs » représente 25,06% des fonctionnaires en 2016 et 25,07% en 2017. Le secteur « Santé » quant à lui représente 12,75% des fonctionnaires en 2016 et 14,06% en 2017.

Le secteur Education et formation et celui de la Santé représentent ensemble plus de 70% des fonctionnaires, aussi bien en 2016 qu'en 2017.

Les caractéristiques des fonctionnaires selon l'âge, l'ancienneté et la catégorie dans la Fonction Publique ivoirienne se présentent comme suit :

Tableau RA 2 : Répartition des fonctionnaires et agents de l'Etat selon les grands groupes d'âges, l'ancienneté et la catégorie dans la Fonction publique par année (en %)

| Caracteristiques | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|
| Grands groupes d'âges | | | | |
| Moins de 35 ans (%) | 28 | 25 | 25 | 22 |
| 35-49 ans (%) | 49 | 51 | 52 | 55 |
| 50 ans ou plus (%) | 23 | 24 | 23 | 23 |
| Age moyen des fonctionnaires | 41 | 42 | 42 | 42 |
| Age médian des fonctionnaires | 39 | 40 | 40 | 41 |
| Ancienneté dans la Fonction Publique | | | | |
| Moins de 10 ans (%) | 51 | 50 | 51 | 47 |
| 10-19 ans (%) | 24 | 25 | 25 | 28 |
| 20-29 ans (%) | 13 | 12 | 11 | 12 |
| 30 ans ou plus (%) | 12 | 13 | 13 | 13 |
| Durée moyenne dans la Fonction Publique | 12 | 13 | 13 | 13 |
| Durée médiane dans la Fonction Publique | 9 | 9 | 9 | 10 |
| Catégorie (%) | | | | |
| Catégorie A | 33 | 33 | 31 | 31 |
| Catégorie B | 40 | 41 | 44 | 44 |
| Catégorie C | 22 | 22 | 21 | 21 |
| Catégorie D | 4 | 4 | 3 | 3 |
| Catégorie E * | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Groupe I à III et Grade I à III | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Hors Grade ou Hors Groupe | 0 | 0 | 0 | 0 |

Source : SIGFAE

(*) proportion de fonctionnaire de catégorie E est relativement négligeable

On constate :

- I. une population de fonctionnaires relativement jeune avec au moins 77% des fonctionnaires âgés de moins de 50 ans en 2017 dont 22% ont moins de 35 ans et 55% entre 35 et 50 ans. Cependant, lorsqu'on compare cet âge à celui de 2015, on constate une population relativement vieille en 2016 et 2017. En effet, les fonctionnaires âgés de moins de 35 ans représentaient 25% de cette population en 2015 ;
- II. cette relative jeunesse de la population des fonctionnaires transparaît dans l'âge moyen et l'âge médian des fonctionnaires. En effet, les fonctionnaires ont en moyenne 42 ans en 2017 et la moitié des fonctionnaires est âgée de 41 ans au plus en 2017 contre 40 ans en 2015 ;
- III. lorsqu'on étudie l'ancienneté des agents dans la Fonction Publique ivoirienne, on s'aperçoit qu'il y a un renouvellement de génération des fonctionnaires depuis 2014. En effet, en 2017, la quasi moitié des fonctionnaires a moins de 10 ans dans l'administration et 28% a entre 10 et 20 ans d'ancienneté dans la Fonction Publique. Ce qui transparaît dans la durée moyenne qui est de 13 ans. On remarque que la durée moyenne dans l'Administration n'a pas varié ces deux dernières années ;
- IV. une analyse de la composition des fonctionnaires en catégorie montre qu'en 2017, la majorité des fonctionnaires appartiennent aux catégories de cadre de conception (31%) et de fonction d'application (44%).



I.2 Les Contractuels de l'Etat

En comparaison avec l'effectif des fonctionnaires, les contractuels sont très minoritaires dans l'Administration publique civile comme le montre le tableau RA 3. On dénombre 227 contractuels dont 29 ont été recrutés en 2015 contre 68 en 2016. On observe par ailleurs un nombre important de contractuels pour lequel l'année de recrutement n'a pas été définie dans la période 2009-2015. En 2014, 53% des contractuels étaient de nationalité étrangère. Depuis 2015 ce taux est en baisse jusqu'à atteindre les 3% en 2017.

Tablea RA 3 : Effectif des contractuels selon la nationalité, le secteur d'emploi et l'année de recrutement

| Libellés | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Non déclarée |
|-----------------------------|------|------|------|------|--------------|
| Effectif des contractuels | 40 | 29 | 68 | 65 | 24 |
| Nationalité (%) | | | | | |
| Côte d'Ivoire | 48 | 63 | 93 | 97 | 46 |
| Etrangère | 52 | 34 | 7 | 3 | 0 |
| Nationalité non définie | 0 | 3 | 0 | 0 | 54 |
| Secteur d'emploi (%) | | | | | |
| Secteur éducation formation | 50 | 38 | 10 | 32 | 0 |
| Secteur santé | 3 | 7 | 0 | 2 | 0 |
| Autres secteurs | 47 | 55 | 83 | 58 | 46 |
| Secteur non défini | 0 | 0 | 7 | 8 | 54 |

Source : DGAPCE

I- DEPENSES DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CIVILE

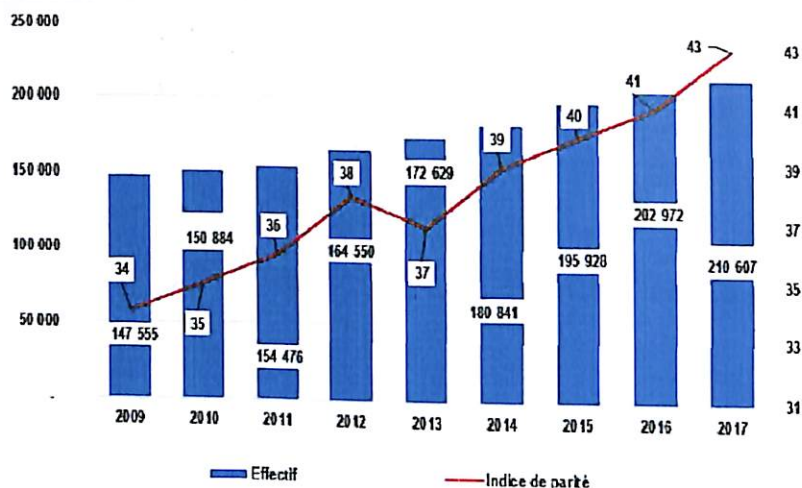
La dépense du personnel de l'Administration Publique Civile est assurée par la Direction de la Solde du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat. Les données disponibles auprès de la solde permettent de disposer d'informations tant sur le personnel que sur la dépense qui lui a été affectée.

II.1 Etat du personnel civil de l'Administration Publique

L'effectif du personnel de l'Administration Publique Civile émergeant au budget national s'élève en 2017 à 210 607 personnes. Cet effectif s'est accru entre 2015 et 2017 avec un rythme annuel de 3,7%. Celui-ci, en 2015 était de 195 928 individus.

Tout comme au niveau du SIGFAE, les hommes sont dominants car on observe 43 femmes pour 100 hommes en 2017 alors que cet indice était estimé à 40 femmes pour 100 hommes en 2015.

Graphique RA 3 : Evolution de l'effectif du personnel civil de l'Etat géré par la Solde entre 2009 et 2017.



Source : Direction de la Solde

Le personnel pris en charge par la solde est composé de fonctionnaires (205 964 en 2017 contre 198 170 en 2016), de contractuels (120 en 2017 contre 117 en 2016), des gens de maison (2 759 en 2017 contre 2 833 en 2016) et de journaliers (1 764 en 2017 contre 1 852 en 2016). On constate un accroissement annuel de 3,7% de l'effectif du personnel de l'Administration Publique Civile de la Côte d'Ivoire entre 2016 et 2017.

Tableau RA 4 : Répartition de l'effectif du personnel de l'Administration Publique Civile émergeant au budget national au niveau de la Solde Civile selon le type de personnel et l'année.

| Indicateurs | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Effectif des fonctionnaires (Solde) | 177 169 | 192 139 | 198 170 | 205 964 |
| Effectif des contractuels (Solde) | 980 | 1026 | 117 | 120 |
| Effectif des gens de maison (Solde) | 2 347 | 2 663 | 2 833 | 2 759 |
| Effectif des autres* (Solde) | 345 | 100 | 1 852 | 1 764 |
| TOTAL (Solde) | 180 841 | 195 928 | 202 972 | 210 607 |
| Indice de parité de femme (%) | 39 | 40 | 41 | 43 |
| Proportion de femmes (%) | 28 | 28 | 29 | 30 |
| Effectif des fonctionnaires en activité du SIGFAE | 177 994 | 184 004 | 199 294 | 203 750 |
| Ecart par rapport à l'effectif des fonctionnaires en activité du SIGFAE | -825 | 8 135 | -1 124 | 2 214 |

Source : Direction de la Solde/ SIGFAE

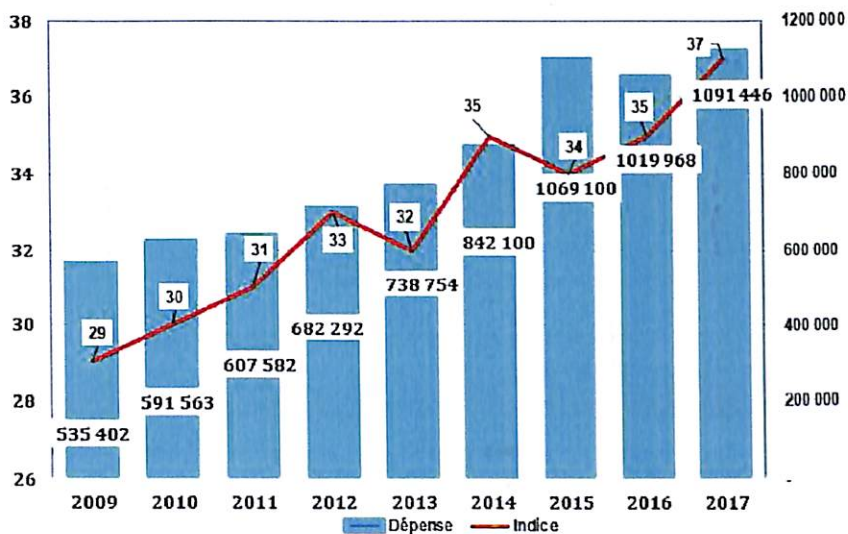
(*) il s'agissait jusqu'en 2015 des élèves non fonctionnaires, étudiants et stagiaire et à partir de 2016 des journaliers

Lorsqu'on se penche sur la situation spécifique des fonctionnaires en activité, on observe un écart entre l'effectif issu du SIGFAE et celui issu de la solde. En effet, en 2016, l'effectif du SIGFAE est supérieur de 1 124 individus à celui de la solde et en 2017 l'effectif des fonctionnaires au niveau de la solde est supérieur de 2 214 personnes à celui du SIGFAE comme le montre le tableau ci-dessus.

II.2 Dépenses du personnel selon certaines caractéristiques

Au cours de l'année 2017, la dépense du personnel s'élève à 1 091 445,82 millions de FCFA contre 1 019 968,03 millions de FCFA en 2016, soit un taux d'accroissement annuel de 0,7%. On observe un déséquilibre dans les dépenses selon le sexe. En effet, il est dépensé 35 FCFA en 2016 pour le sexe féminin contre 100 FCFA pour le sexe masculin. Toutefois, on note une amélioration des dépenses en faveur du sexe féminin entre 2016 et 2017 (la dépense de la femme passe de 35 FCFA en 2016 à 37 FCFA en 2017) comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique RA 4 : Evolution des dépenses en personnel civil de l'Administration Publique (en million de FCFA) et de l'indice de parité de femme en dépense de la Côte d'Ivoire de 2009 à 2017



Source : Direction de la Solde

Cette dépense est chiffrée en 2017 à 1 085 800,00 millions FCFA pour les fonctionnaires (plus de 99% des dépenses), à 1 451,17 millions de FCFA pour les contractuels (autour de 0,1% de la dépense) et à 2 488,75 millions de FCFA pour les gens de maison (moins de 0,2% de la dépense) et cette proportion est restée relativement stable entre 2016 et 2017.

Tableau RA 5 : Dépenses en personnel de l'Administration Publique Civile ivoirienne selon le type de personnel (millions F CFA).

| Indicateurs | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Dépense pour le fonctionnaire | 831 945,57 | 1 058 455,06 | 1 014 034,85 | 1 085 800,00 |
| Dépense pour le contractuel | 7 345,53 | 7 516,17 | 1 304,01 | 1 451,17 |
| Dépense pour les gens de maison | 2 218,74 | 2 922,51 | 2 838,57 | 2 488,75 |
| Dépense pour autres non fonctionnaire | 590,20 | 205,89 | 1 790,88 | 1 705,90 |
| TOTAL | 842 100,05 | 1 069 099,63 | 1 019 968,03 | 1 091 445,82 |
| Indice de parité de femme de dépense | 35 | 34 | 35 | 37 |
| Proportion de dépense pour sexe féminin | 26 | 25 | 26 | 27 |

Source : Direction de la Solde

I- RECRUTEMENT ET FORMATION DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CIVILE

III.1 Recrutement et promotion des fonctionnaires

Le recrutement des fonctionnaires dans la Fonction Publique au cours de la période est passé de 17 776 agents en 2014 à 16 116 en 2017 avec un niveau bas de 7 738 agents en 2015. En tenant compte des modalités de recrutement, le recrutement à titre exceptionnel (par nomination) à partir de 2015, a connu une baisse notable du fait de la reprise de l'organisation des concours administratifs par le Ministère de la Fonction Publique (0,06% en 2015, 0,01% en 2016 et 0,14% en 2017).

Tableau RA 6 : Effectif des fonctionnaires de l'Etat recrutés au cours de la période suivant certaines caractéristiques

| Indicateur de recrutement par la Direction des Concours | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | |
|--|----------------------------------|--------------|---------------|---------------|-------|
| Nombre de fonctionnaires recrutés | Par la Fonction Publique | 6 103 | 6 002 | 5 579 | 8 203 |
| | Par les structures de formations | 3520 | 1 731 | 7 095 | 7 891 |
| | Nommés à titre Exception | 8153 | 5 | 1 | 22 |
| TOTAL | 17 776 | 7 738 | 12 675 | 16 116 | |
| Proportion de fonctionnaires recrutés directement par la Fonction Publique (%) | 34,33 | 77,57 | 44,01 | 50,9 | |
| Proportion des fonctionnaires recrutée par les structures de formation (%) | 19,8 | 22,37 | 55,98 | 48,96 | |
| Proportion de fonctionnaires nommés à titre exceptionnel (%) | 45,87 | 0,06 | 0,01 | 0,14 | |

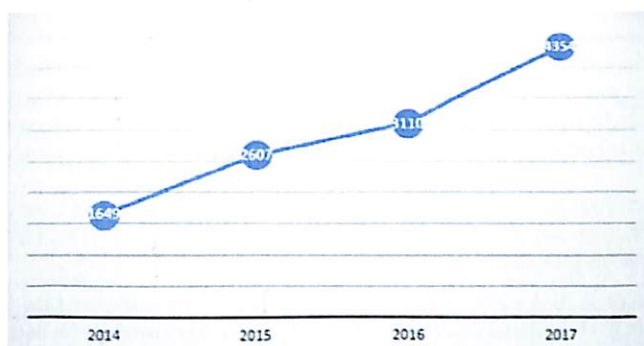
Source : DC

III.2 Formation et renforcement des capacités

Dans le souci d'accroître la performance de l'Administration Publique, la Fonction Publique procède à la formation et au renforcement des capacités des fonctionnaires. Cette activité se déroule tant en Côte d'Ivoire qu'à l'étranger.

Ainsi au cours de la période 2014-2017 il a été procédé au renforcement des capacités de 12 211 fonctionnaires dont 11 720 qui ont été formés en Côte d'Ivoire et 491 à l'étranger. Notons aussi que l'évolution croissante de l'effectif des fonctionnaires formés est passée de 1 649 en 2014 à 4 354 en 2017 (Graphique RA5)



Graphique RA5 : Evolution de l'effectif des fonctionnaires ayant reçu une formation/un renforcement des capacités en Côte d'Ivoire

Source : DFRC

Tableau RA 7 : Effectif des fonctionnaires ayant reçu le renforcement de leurs capacités selon l'année et le lieu de formation

| Caractéristiques | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------|------|------|-------|
| Fonctionnaires formés en Côte d'Ivoire | | | | |
| Effectif | 1649 | 2607 | 3110 | 4 354 |
| Proportion des fonctionnaires formés selon le type de structure de formation (%) | | | | |
| Instituts | 20,7 | 32,6 | 45,1 | 34,1 |
| Ecoles | 63,5 | 51,1 | 43,3 | 42,1 |
| Centres | 14,4 | 15,7 | 10,7 | 22,8 |
| Autres | 1,4 | 0,6 | 0,9 | 1,0 |
| Fonctionnaires formés à l'étranger | | | | |
| Nombre de fonctionnaires ayant bénéficié de formation | 185 | 111 | 108 | 135 |

Source : DFRC

III.3 Contribution de l'ENA à la formation et au renforcement des capacités

Dans sa contribution à la formation et au renforcement des capacités des fonctionnaires, l'ENA a formé 427 fonctionnaires sur la période 2016-2017 contre 410 sur la période 2017-2018. Ces fonctionnaires sont formés à plus de 34% dans le cycle moyen, autour de 38% dans le cycle moyen supérieur et à au moins 32% dans le cycle supérieur (tableau RA 8).

Tableau RA 8 : Effectif des fonctionnaires formés à l'ENA selon certaines caractéristiques

| Indicateur de Formation à l'ENA | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de fonctionnaires formés à l'ENA | 345 | 427 | 410 |
| Indice de parité de femmes formées | 29 | 46 | 58 |
| Proportion de formés par cycle de formation (%) | | | |
| Cycle moyen | 43 | 34 | 39 |
| Cycle moyen supérieur | 33 | 34 | 33 |
| Cycle supérieur | 23 | 32 | 28 |

Source : ENA

I - DISTINCTION HONORIFIQUE ET SANCTION DISCIPLINAIRE

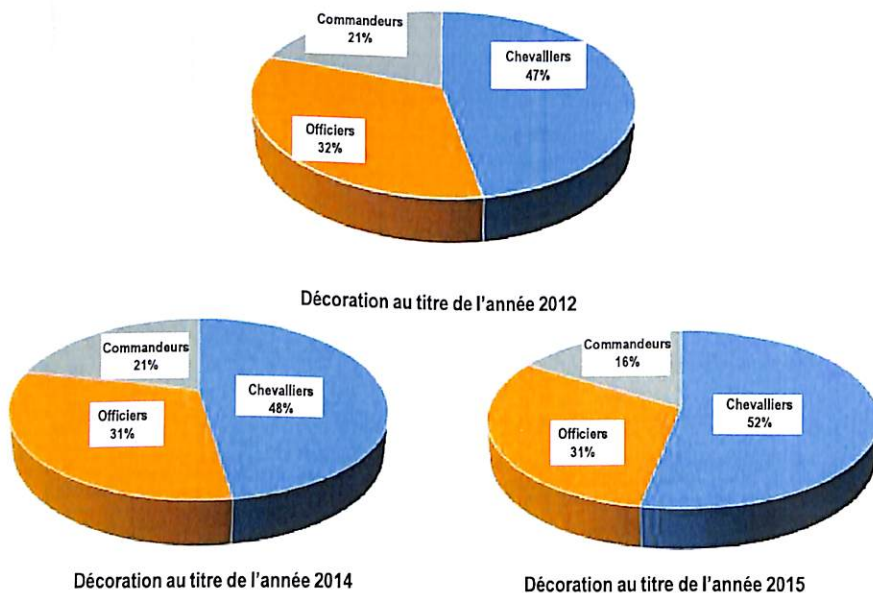
IV.1 Distinction honorifique

Pour récompenser les fonctionnaires et agent de l'Etat qui se sont distingués par leur travail, leur contribution active au service de l'Administration et notamment dans la modernisation et le renforcement de l'efficacité de l'Administration, il a été institué un ordre du mérite de la Fonction Publique comprenant trois grades à savoir, le grade de Commandeur, le grade d'Officier et de grade de Chevalier

Au cours de la période 2009-2015, il n'a été procédé à la décoration des fonctionnaires qu'en 2014 au titre de 2012. En tout, 435 fonctionnaires ont été décorés avec : 47% comme Chevaliers, 32% et 21% respectivement Officiers et Commandeurs (graphique RA 6).

Par la suite pour la période 2016 – 2017, il a été procédé à la décoration des fonctionnaires en 2016 au titre de l'année 2014 et en 2017 au titre de l'année 2015. En 2016, 477 fonctionnaires ont été décorés avec 21 % comme Commandeurs, 31 % comme Officiers et 48 % comme Chevaliers. En 2017, 423 fonctionnaires ont été décorés avec 16 % comme Commandeurs, 31 % comme Officiers et 53 % comme Chevaliers. On observe que la décoration dans l'ordre des Chevaliers est toujours supérieure à celle des Commandeurs et Officiers.

Graphique RA 6 : Proportion des fonctionnaires ayant obtenu une distinction honorifique selon l'année et le grade.



IV.2 Sanction disciplinaire

Tout comme la décoration pour les fonctionnaires méritants, il a été institué des sanctions pour des fonctionnaires indécents ou qui ont commis des fautes administratives à un moment donné de leur carrière. Il existe deux types de sanctions : la sanction de premier degré et la sanction du second degré. C'est la sanction du second degré qui fait l'objet de l'actuelle étude.

Pour les sanctions du second degré, 1 127 fonctionnaires ont fait l'objet de procédure disciplinaire au cours de la période 2012-2015. En 2013 et 2017, un grand nombre de fonctionnaires respectivement 400 et 376 a fait objet de procédure disciplinaire en vue d'une sanction du second degré. Parmi ceux-ci, seulement 34% a subi une sanction du second degré avec des variations selon l'année.

Les deux types de sanctions les plus appliquées sont l'exclusion temporaire (74%) et la révocation (24%). La famille d'emploi la plus sanctionnée est « Emplois scientifiques et techniques » avec 40% des fonctionnaires sanctionnés. Elle est suivie de « Emplois de l'éducation et de la formation » avec 36% et « Emplois à caractère administratif, juridique et diplomatique » avec 23% (tableau RA 9).

Tableau RA 9 : Effectif des fonctionnaires de l'Administration Publique ayant fait l'objet de sanctions du second degré selon le type de sanction et la famille d'emploi

| Caractéristiques | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Total |
|--|------|------|------|------|-------|
| Effectif des fonctionnaires ayant fait objet d'une procédure disciplinaire | 281 | 238 | 160 | 376 | 1663 |
| Proportion de fonctionnaires sanctionnés (%) | 45 | 36 | 40 | 15 | 34 |
| Type de sanction (%) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Exclusion temporaire | 76 | 87 | 64 | 60 | 74 |
| Exclusion définitive | 2 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Révocation | 22 | 12 | 34 | 38 | 24 |
| Licenciement | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 |
| Radiation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Famille d'emploi (%) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Emplois de l'Éducation Formation | 48 | 27 | 30 | 31 | 36 |
| Emplois scientifiques et techniques | 24 | 39 | 38 | 36 | 33 |
| Emplois à caractère administratif, juridique et diplomatique | 20 | 24 | 25 | 25 | 23 |
| Emplois de gestion économique et financière | 2 | 6 | 5 | 2 | 3 |
| Emplois des Affaires sociales | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 |
| Emplois des Productions littéraires et artistiques | 3 | 0 | 0 | 2 | 1 |
| Emploi non identifié | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 |

Source : Conseil de Discipline

V - MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

V.1 Réflexion sur la modernisation de l'Administration

Dans le cadre de la modernisation de l'Administration publique, des efforts ont été faits pour la mise en œuvre des textes innovants, notamment :

- la mise en œuvre du projet de création de poste de Directeur des Ressources Humaines (DRH) dans les différents Ministères ;
- la mise en œuvre de la déconcentration administrative avec la prise d'un arrêté portant nomination des 33 DR du MFP ;
- la réalisation du répertoire signalétique des textes réglementaires et législatifs applicables en Côte d'Ivoire (1996-2012) avec la numérisation des journaux officiels de 1960 à 2014, etc.

V.2 Informatisation de l'Administration

Dans le cadre de la gestion automatisée du personnel de l'Administration Publique Civile ivoirienne, il a été donné la possibilité à chaque fonctionnaire d'avoir accès aux informations le concernant, notamment les différents actes de nomination, de promotion ou autres. Pour ce faire, il doit créer sa page fonctionnaire.

Tableau RA 10 : Effectif des fonctionnaires ayant créé leur «espace fonctionnaire»

| Caractéristiques | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|--------|--------|--------|--------|
| Nombre de fonctionnaires ayant créé leur espace fonctionnaire | 37 753 | 29 613 | 21 458 | 12 777 |

Source : SIGFAE

V.3 Gestion du contentieux et des réclamations

La gestion des affaires juridiques et des contentieux au Ministère de la Fonction Publique fait apparaître, en référence à l'espace temporel d'étude, trois cent quarante (340) dossiers traités en 2016 et deux cent quatre-vingts (280) examinés en 2017.

Sur les trois cent quarante (340) dossiers mis en état en 2016, vingt et un (21) dossiers ont fait l'objet de traitement en liaison avec la Chambre Administrative de la Cour Suprême et l'Agence Judiciaire du Trésor et trois cent dix-neuf (319) dossiers ont donné lieu à examen suite à l'imputation du Cabinet.

Au titre de l'année 2017, relativement aux deux cent quatre-vingt (280) dossiers examinés, les données statistiques révèlent qu'en liaison avec la chambre Administrative de la Cour Suprême et l'Agence Judiciaire du Trésor, vingt et un (21) dossiers ont été traités tandis que deux cent cinquante-neuf (259) imputés par le Cabinet ont été analysés. Il convient de noter qu'au titre des années 2016 et 2017, les dossiers afférents à la prise en charge des réclamations relatives à la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat constituent respectivement 59,7% et 48,9% de l'ensemble des dossiers traités par la DAJC. (Tableau RA11)

Tableau RA 11 : Proportion des dossiers traités par année selon l'activité

| PERIODE | Dossiers 2015 | Dossiers 2016 | | | Dossiers 2017 | | |
|--|---------------|---------------|------------|----------------|---------------|------------|------------|
| | Traités | Reçus | Traités | Taux | Reçus | Traités | Taux |
| Dossiers traités en liaison avec la Chambre Administrative de la Cour Suprême et l'Agence Judiciaire du Trésor | 25 | 21 | 21 | 100% | 22 | 21 | 95,50% |
| Réclamations liées à la carrière des fonctionnaires | 157 | 212 | 203 | 96% | 150 | 137 | 91,30% |
| Dossiers contentieux soumis à l'arbitrage du Ministre | 11 | 70 | 63 | 90% | 99 | 92 | 93% |
| Projets de textes initiés en exécution des instructions du Cabinet | 21 | 13 | 13 | 100% | 10 | 10 | 100% |
| Projets de textes soumis à l'avis du Ministre | 33 | 40 | 40 | 100% | 23 | 20 | 87% |
| TOTAL | 247 | 356 | 350 | 95,50 % | 304 | 280 | 92% |

Source : DAJC



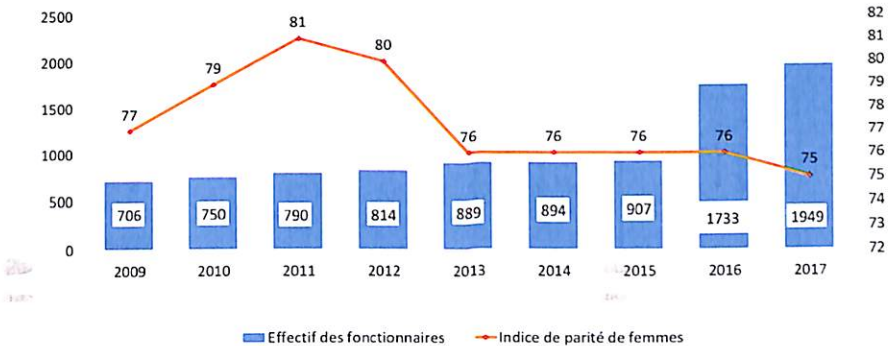
B- RESUME ANALYTIQUE SUR LE MINISTERE EN CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE

I - GESTION DU PERSONNEL ET DE L'ADMINISTRATION DU MINISTERE EN CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE

I.1 Personnel du MFP

Le Ministère en charge de la Fonction Publique est l'un des ministères dont l'effectif des fonctionnaires est faible. Il passe de 706 fonctionnaires en 2009 à 1949 en 2017. Cet effectif à ce jour représente moins de 1% de l'effectif total des fonctionnaires. Il convient de noter que l'effectif des fonctionnaires qui était de 907 en 2015 au MFP a plus que doublé en 2017. La plupart des fonctionnaires du MFP est encore en activité (96% en 2017). L'indice de parité de la femme est passé de 81 femmes pour 100 hommes représentant son point culminant en 2011 à 75 femmes pour 100 hommes en 2017 avec une stabilisation à partir de 2013. Ainsi, la proportion des fonctionnaires du sexe féminin est de 43% en 2017 contre 45% en 2011 (graphique RA 7).

Graphique RA7 : Evolution de l'effectif des fonctionnaires du MFP et de l'indice de parité de femmes entre 2009 et 2017



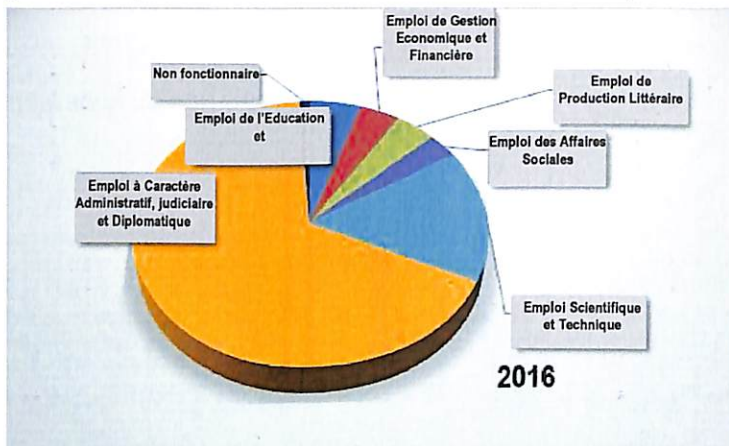
Source : SIGFAE

Quant au secteur d'activité prédominant dans la ventilation du personnel du MFP, le secteur « autres secteurs » concentre 90% de ce personnel. Il est suivi par le secteur « Education et formation » avec 8% du personnel.

Par rapport à la famille d'emploi, c'est la famille « Emplois à caractère administratif, juridique et diplomatique » qui est majoritaire avec 63% des fonctionnaires en 2017 contre 64% en 2015.

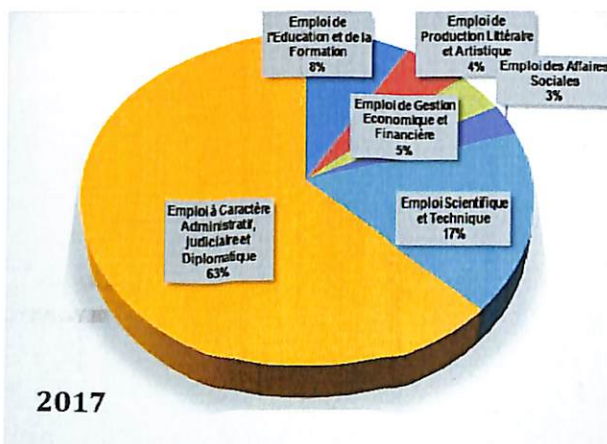
Elle est suivie par la famille « Emplois scientifiques et techniques » avec 17% aussi bien en 2017 qu'en 2015 et la famille « Emplois de l'éducation et de la formation » avec 5% en 2016 et 8% en 2017 (graphique RA8).

Graphique RA 8 : Proportion des fonctionnaires du MFP selon la famille d'emploi en 2016 et 2017



Source : SIGFAE

Non fonctionnaire : emploi non défini



Source : SIGFAE

La majorité des fonctionnaires du MFP se retrouve dans les trois catégories avec 30% dans la catégorie A, 34% dans la catégorie B et 26% dans la catégorie C en 2017 en suivant la même tendance des autres années. Toutefois, on constate une réduction des proportions des fonctionnaires des catégories A et B en 2017 par rapport à 2015 lorsque la proportion des fonctionnaires de la catégorie C a connu une croissance de 6%.

Lorsqu'on étudie les caractéristiques sociodémographiques des fonctionnaires du MFP, on s'aperçoit que : la population de ces fonctionnaires est relativement vieille. En effet, seulement 15% des fonctionnaires à moins de 35 ans contre 22% de l'ensemble des fonctionnaires en 2017. Par ailleurs 69% à un âge compris entre 35 et 50 ans contre 55% pour l'ensemble des fonctionnaires en 2017. Ce qui permet d'avoir un âge moyen de 42 ans et l'âge médian est de 41 ans en 2017 pour les fonctionnaires du MFP ; la population des fonctionnaires du MFP n'est pas aussi ancienne dans la Fonction Publique car la durée moyenne est de 11 ans en 2017 et la moitié de ces fonctionnaires n'a pas encore atteint 10 ans d'ancienneté. (Tableau RA12)

Tableau RA 12 : Répartition des fonctionnaires du MFP selon certaines caractéristiques sociodémographiques

| Caractéristiques | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-------|-------|-------|-------|
| Fonctionnaires en activité (%) | 95 | 96 | 97 | 98 |
| Proportion du sexe féminin (%) | 43,06 | 43,21 | 43,21 | 42,79 |
| Indice de parité de femme (%) | 76 | 76 | 76 | 75 |
| Catégorie (%) | | | | |
| Catégorie A | 34 | 34 | 27 | 30 |
| Catégorie B | 37 | 37 | 35 | 34 |
| Catégorie C | 21 | 21 | 27 | 26 |
| Catégorie D | 8 | 8 | 10 | 9 |
| Catégorie E | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Age (%) | | | | |
| Moins de 35 ans | 23 | 18 | 16 | 15 |
| 35-49 ans | 54 | 58 | 68 | 69 |
| 50 ans ou plus | 23 | 24 | 17 | 16 |
| Age moyen des fonctionnaires | 42 | 42 | 42 | 42 |
| Age médian des fonctionnaires | 40 | 40 | 41 | 41 |
| Ancienneté dans la Fonction Publique (%) | | | | |
| Moins de 10 ans | 56 | 51 | 45 | 46 |
| 10-19 ans | 22 | 27 | 41 | 42 |
| 20-29 ans | 10 | 9 | 6 | 6 |
| 30 ans ou plus | 12 | 13 | 7 | 6 |
| Durée moyenne dans la Fonction Publique | 11 | 12 | 12 | 11 |
| Durée médiane dans la Fonction Publique | 9 | 9 | 10 | 10 |

Source : SIGFAE

I.2 Gestion financière

Sur la période d'étude, la programmation du budget du MFP a connu une croissance passant de 15 156 millions en 2014 à 19 367 millions de F.CFA en 2015, soit un accroissement annuel d'au moins 22% entre 2014 et 2015. Il est passé en outre de 19 367 millions en 2015 à 15 991,95 millions en 2017 soit une régression de 18%. La grande partie de ce budget est destinée au fonctionnement du Ministère (plus de 80%) et cette proportion a atteint 85% en 2016 ; la part réservée à l'investissement est de 10%.

Dans la mise en œuvre de ce budget, on s'aperçoit que le taux d'absorption de ce budget est largement au-dessus de 85%, à l'exception de 2017 où le taux d'exécution du budget a été de 46%.

Tableau RA 13 : Budget programmé des exercices 2016 et 2017 du MFP

| LIBELLE | 2016 | 2017 |
|---|---------------|---------------|
| Budget programmé du MFP | 9 151 729 810 | 6 625 907 239 |
| Budget exécuté du MFP | 9 235 395 815 | 7 878 746 841 |
| Part du budget destiné au fonctionnement du MFP (%) | 81,34 | 89,42 |
| Part du Budget destiné à l'investissement du MFP (%) | 18,66 | 10,58 |
| Taux d'exécution du Budget du MFP (%) | 101 | 119 |
| Taux d'exécution du Budget de fonctionnement du MFP (%) | 103,42 | 122,21 |
| Taux d'exécution du Budget d'investissement du MFP (%) | 91,25 | 96,81 |

Source : DAF

I.3 Gestion de la communication et des relations publiques au MFP

Le Ministère en charge de la Fonction Publique est l'un des ministères dont les relations avec le public sont les plus poussées. Malheureusement, les données disponibles ne permettent pas de mettre en lumière l'importance de cette relation. Toutefois, avec l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), les relations à distance avec le public se développent avec l'utilisation du « Facebook ». Ainsi, en 2017, 79 005 personnes sont-elles entrées en relation avec le MFP via Facebook et la durée moyenne des réponses aux sollicitations est de l'ordre de 10 minutes. Par ailleurs cet effectif représente plus du double de celui de 2016 et plus du quadruple de celui de 2015. Notons que l'utilisation des TIC (Facebook et site Internet du MFP) s'impose de plus en plus comme le montre le tableau ci-dessous. En effet, presque 60% des campagnes de communication ou de sensibilisation sont menées via Facebook depuis 2016.

Tableau RA 14 : Proportion de campagne de sensibilisation ou de communication menées suivant le moyen de communication utilisé au cours de l'année (%)

| Moyen de communication | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|------------------------|------|------|------|------|
| Télévision | 7 | 6 | 8 | 9 |
| Radio | 4 | 4 | 5 | 6 |
| Presse | 21 | 17 | 28 | 26 |
| Facebook | 35 | 37 | 59 | 59 |
| Site internet du MFP | 33 | 36 | NC | NC |

Source : DCRP

I.4 Inspection Générale du MFP

Dans le cadre de la gestion des activités du Ministère en charge de la Fonction Publique, il existe une direction qui se charge de l'inspection du fonctionnement des directions centrales et des directions régionales du MFP. On constate qu'en 2014 et en 2017, les missions d'inspection des directions centrales se sont réalisées respectivement à 92% et 58,8%, notons aussi qu'entre cette période aucune mission n'a été effectuée. Il est important de savoir que les directions régionales sont faiblement couvertes par l'inspection à cause, généralement, de l'absence de moyens financiers (42% en 2014 qui baisse jusqu'à 27,3% en 2017) comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau RA 15 : Taux de réalisation des missions d'inspection dans les Directions centrales et régionales du MFP et taux des dossiers objet de plaintes et de récriminations traités (%)

| Statut | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|---------------------------------|------|------|------|------|
| Directions centrales et régionale couverte par la mission d'inspection | Directions centrales | 92,3 | 0 | 0 | 58,8 |
| | Directions régionales | 42,4 | 18,2 | 24,2 | 27,3 |
| Dossiers objet de plaintes et de récriminations traités | Fonctionnaires et agents du MFP | 100 | 100 | 100 | 100 |
| | Organisations civile du MFP | NC | 100 | 100 | 100 |

Source : IG

II. TABLEAUX RECAPITULATIFS

II.1 Indicateurs synthétiques

| Caractéristiques | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Non défini |
|---|---------|---------|---------|---------|------------|
| FONCTIONNAIRES | | | | | |
| Effectif | 182 471 | 187 780 | 207 296 | 208 577 | |
| En activité | 177 994 | 184 004 | 199 294 | 203 750 | |
| En détachement | 184 | 183 | 192 | 192 | |
| En disponibilité | 517 | 518 | 551 | 551 | |
| Sortie de carrière | 3 776 | 3 075 | 7 259 | 11 343 | |
| Fonctionnaires en activité (%) | 98 | 98 | 96 | 98 | |
| Proportion du sexe féminin (%) | 30 | 31 | 31 | 32 | |
| Indice de parité de femme (%) | 43 | 45 | 47 | 48 | |
| Grands groupes d'âges (%) | | | | | |
| Moins de 35 ans | 28 | 25 | 25 | 22 | |
| 35-49 ans | 49 | 51 | 52 | 55 | |
| 50 ans ou plus | 23 | 24 | 23 | 23 | |
| Age moyen des fonctionnaires | 41 | 42 | 42 | 42 | |
| Age médian des fonctionnaires | 39 | 40 | 40 | 41 | |
| Ancienneté dans la Fonction Publique (%) | | | | | |
| Moins de 10 ans | 51 | 50 | 51 | 47 | |
| 10-19 ans | 24 | 25 | 25 | 28 | |
| 20-29 ans | 13 | 12 | 11 | 12 | |
| 30 ans ou plus | 12 | 13 | 13 | 13 | |
| Durée moyenne dans la FP | 12 | 13 | 13 | 13 | |
| Durée médiane dans la FP | 9 | 9 | 9 | 10 | |
| Secteur emploi (%) | | | | | |
| Secteur éducation et formation | 62 | 61 | 62 | 61 | |
| Secteur santé | 11 | 12 | 13 | 14 | |
| Autres secteurs | 27 | 27 | 25 | 25 | |
| Famille d'emploi (%) | | | | | |
| Administration, juridique et diplomatique | 12 | 12 | 11 | 11 | |
| Affaires sociales | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| Arts et lettres | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| Economie et finance | 5 | 5 | 5 | 5 | |
| Éducation et formation | 62 | 61 | 61 | 61 | |
| Scientifique et techniques | 19 | 20 | 21 | 21 | |
| Catégorie (%) | | | | | |
| Catégorie A | 33 | 33 | 31 | 31 | |
| Catégorie B | 40 | 40 | 44 | 44 | |
| Catégorie C | 22 | 22 | 21 | 21 | |
| Catégorie D | 4 | 4 | 3 | 3 | |
| Groupe I à III et Grade I à III | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| Hors Grade ou Hors Groupe | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES | | | | | |
| Fonctionnaires formés en Côte d'Ivoire | | | | | |
| Effectif | 1649 | 2607 | 3110 | 4 354 | |
| Fonctionnaires formés à l'étranger | | | | | |
| Effectif de fonctionnaires ayant exprimé un besoin en formation | 185 | 111 | 108 | 135 | |
| Effectif de fonctionnaires ayant bénéficié de formation | 185 | 111 | 108 | 135 | |
| Taux de satisfaction en formation (%) | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | |



| DECORATION ET SANCTION | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Décoration | | | | |
| Ordre des chevaliers | 205 | | 227 | 224 |
| Ordre des officiers | 140 | | 150 | 131 |
| Ordre des commandeurs | 90 | | 100 | 68 |
| TOTAL | 435 | | 477 | 423 |
| Sanction | | | | |
| Fonctionnaires ayant fait l'objet de sanction du second degré | | | | |
| Effectif des fonctionnaires ayant fait objet de notification de sanction | 281 | 238 | 160 | 376 |
| GESTION DU PERSONNEL (Page fonctionnaire) | | | | |
| Nombre de fonctionnaires ayant créé leur page fonctionnaire | 37 753 | 29 613 | 21 458 | 12 777 |
| PERSONNEL DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE | | | | |
| Effectif des fonctionnaires | 894 | 907 | 1 733 | 1 949 |
| En activité | 848 | 868 | 1 663 | 1 896 |
| En détachement | 1 | 1 | 3 | 4 |
| En disponibilité | 6 | 6 | 11 | 11 |
| Sortie de carrière | 39 | 32 | 56 | 38 |
| Fonctionnaires en activité (%) | 95 | 96 | 96 | 97 |
| Proportion du sexe féminin (%) | 43,06 | 43,21 | 43,21 | 42,79 |
| Indice de parité de femme (%) | 76 | 76 | 76 | 75 |
| Grands groupes d'âges (%) | | | | |
| Moins de 35 ans (%) | 23 | 18 | 15 | 15 |
| 35-49 ans (%) | 54 | 58 | 68 | 69 |
| 50 ans ou plus (%) | 23 | 24 | 17 | 16 |
| Age moyen des fonctionnaires | 42 | 42 | 42 | 42 |
| Age médian des fonctionnaires | 40 | 40 | 41 | 41 |
| Ancienneté dans la Fonction Publique (%) | | | | |
| Moins de 10 ans | 56 | 51 | 45 | 46 |
| 10-19 ans | 22 | 27 | 41 | 42 |
| 20-29 ans | 10 | 9 | 6 | 6 |
| 30 ans ou plus | 12 | 13 | 8 | 6 |
| Durée moyenne dans la FP | 11 | 12 | 12 | 11 |
| Durée médiane dans la FP | 9 | 9 | 10 | 10 |
| Secteur emploi (%) | | | | |
| Secteur éducation et formation | 11 | 10 | 5 | 8 |
| Secteur santé | 1 | 2 | 2 | 2 |
| Autres secteurs | 88 | 88 | 93 | 90 |
| Famille d'emploi (%) | | | | |
| Administration, juridique et diplomatique | 64 | 64 | 67 | 63 |
| Affaires sociales | 1 | 1 | 3 | 3 |
| Arts et lettres | 4 | 5 | 4 | 4 |
| Economie et finance | 3 | 3 | 4 | 5 |
| Education et formation | 11 | 11 | 6 | 8 |
| Scientifique et techniques | 17 | 16 | 16 | 17 |
| Catégorie (%) | | | | |
| Catégorie A | 34 | 34 | 28 | 31 |
| Catégorie B | 37 | 37 | 35 | 34 |
| Catégorie C | 21 | 21 | 27 | 26 |
| Catégorie D | 8 | 8 | 10 | 9 |
| Catégorie E | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | | | | |
| Budget programmé du Ministère (en millions de F.CFA) | | | | |
| Fonctionnement | 14 621,11 | 17 661,35 | 7 263,752 | 5 699, 418 |
| Investissement | 535,00 | 1 705,38 | 1 887,977 | 1 037,088 |
| Ministère de la Fonction Publique | 15 156,11 | 19 366,73 | 9 151,730 | 6 736,506 |



| Taux d'exécution | | | | | |
|---|----|----|----|----|--|
| Fonctionnement | 95 | 83 | 85 | 47 | |
| Investissement | 57 | 76 | 91 | 97 | |
| ENA | | | 91 | 85 | |
| Ministère de la Fonction Publique | 95 | 83 | 85 | 46 | |
| Budget de fonctionnement programmé (%) | | | | | |
| Directions centrales du MFP | 96 | 97 | 86 | 87 | |
| Directions régionales du MFP | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| ENA | | | 12 | 11 | |
| Taux d'exécution du budget | | | | | |
| Directions centrales du MFP | 95 | 84 | 85 | 41 | |
| Directions régionales du MFP | 86 | 77 | 71 | 82 | |
| ENA | | | 91 | 85 | |
| Ministère de la Fonction Publique (MFP) | 95 | 83 | 85 | 46 | |

Source : MFP

II.2 Indicateurs sur la dépense en personnel

| Indicateurs | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Effectif total du personnel payé par la solde | | | | |
| Masculin | 129 724 | 140 203 | 142 528 | 146 330 |
| Féminin | 51 117 | 55 725 | 58 592 | 62 513 |
| Sexe non défini | 0 | 0 | 1852 | 1764 |
| Ensemble | 180 841 | 195 928 | 202 972 | 210 607 |
| Dépense totale annuelle du personnel payé par la solde (en milliards de F.CFA) | | | | |
| Masculin | 625,91 | 799,15 | 752,90 | 794,63 |
| Féminin | 216,19 | 269,95 | 265,27 | 294,90 |
| Sexe non défini | | | 1,80 | 1,71 |
| Ensemble | 842,10 | 1 069,10 | 1 019,97 | 1 091,24 |
| EFFECTIF DU PERSONNEL | | | | |
| Effectif des fonctionnaires | 177 169 | 192 139 | 198 170 | 205 964 |
| Proportion de femmes | 28 | 29 | 29 | 30 |
| Indice de parité de la femme | 40 | 40 | 41 | 43 |
| Effectif des contractuels | 980 | 1 026 | 117 | 120 |
| Proportion de femmes | 20 | 21 | 35 | 35 |
| Indice de parité de la femme | 25 | 26 | 54 | 54 |
| Effectif des gens de maison | 2 347 | 2 663 | 2 833 | 2 759 |
| Proportion de femmes | 20 | 22 | 23 | 23 |
| Indice de parité de la femme | 26 | 29 | 30 | 31 |
| Effectif des autres non-fonctionnaires (Journaliers) | 345 | 100 | 1 852 | 1 764 |
| Proportion de femmes | 23 | 18 | ND | ND |
| Indice de parité de la femme | 29 | 22 | ND | ND |
| DEPENSE ANNUELLE DU PERSONNEL (en milliards de F.CFA) | | | | |
| Dépense annuelle des fonctionnaires | | | | |
| Masculin | 617,85 | 790,92 | 749,90 | 792,04 |
| Féminin | 214,10 | 267,53 | 264,14 | 293,76 |
| Sexe non défini | 0,00 | 0,00 | | |
| Ensemble | 831,95 | 1 058,46 | 1 014,04 | 1 085,80 |
| Catégorie | | | | |
| Catégorie A | 415,02 | 506,07 | 262,68 | 495,20 |
| Catégorie B | 262,01 | 363,88 | 353,57 | 408,86 |
| Catégorie C | 144,78 | 177,18 | 122,25 | 173,10 |
| Catégorie D | 10,13 | 11,32 | 8,90 | 8,64 |
| Catégorie non définie | | | 266,64 | |
| Total | 831,95 | 1 058,44 | 1 014,04 | 1 085,80 |
| Dépense annuelle des contractuels | | | | |
| Masculin | 5,87 | 5,84 | 0,87 | 0,92 |
| Féminin | 1,48 | 1,67 | 0,44 | 0,53 |
| Sexe non défini | 0,00 | 0,00 | | |
| Ensemble | 7,35 | 7,52 | 1,31 | 1,45 |
| Dépense annuelle des gens de maison | | | | |
| Masculin | 1,74 | 2,22 | 2,15 | 1,88 |
| Féminin | 0,48 | 0,71 | 0,69 | 0,61 |
| Ensemble | 2,22 | 2,92 | 2,84 | 2,49 |
| Dépense annuelle des autres non-fonctionnaires (Journaliers) | | | | |
| Masculin | 0,46 | 0,17 | ND | ND |
| Féminin | 0,13 | 0,04 | ND | ND |
| Sexe non défini | | | 1,79 | 1,71 |
| Ensemble | 0,59 | 0,21 | 1,79 | 1,71 |

Source : Direction de la Solde



MISSION DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

PRESENTATION DES MISSIONS ET STRUCTURES DU MFP

Conformément au décret N°2017-475 du 19 juillet 2017 portant nomination des membres du Gouvernement, le Ministère de la Fonction Publique (MFP) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique. Selon le décret N° 2018-38 du 17 janvier 2018 portant organisation du Ministère de la Fonction Publique, le Ministère dispose outre le Cabinet, des Directions et des Services rattachés, d'une Direction Générale, de Directions Centrales et de Services Extérieurs, qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

Services et Directions rattachés au Cabinet

Ce sont :

- l'Inspection Générale (IG) ;
- le Conseil de Discipline (CD) ;
- le Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique (SOMFP) ;
- la Direction de la Qualité (DQ) ;
- la Direction des Systèmes d'Information (DSI) ;
- la Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- la Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) ;
- la Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation (DPSE) ;
- la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) ;
- la Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP).

Direction Générale de la Fonction Publique

La Direction Générale de la Fonction Publique est composée de :

- la Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs (DPCE) ;
- la Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat (DGAPCE) ;
- la Direction des Concours (DC) ;
- la Direction de la Formation et du Renforcement des Capacités (DFRC) ;
- la Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs (DCSSE).

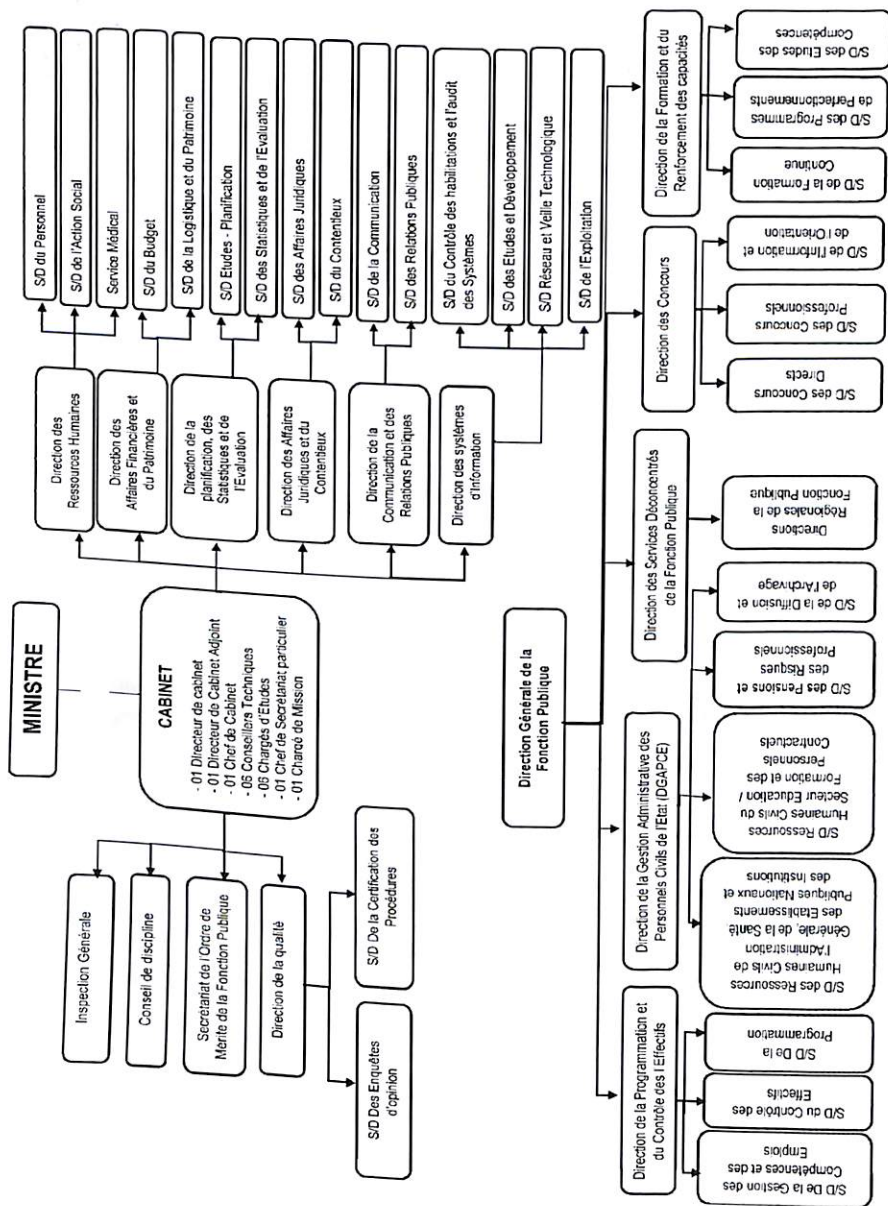
Services Extérieurs

Les Services déconcentrés sont constitués essentiellement des Directions Régionales (DR) et des Services qui en dépendent y compris les Antennes de la Fonction Publique.

Structures et Organismes sous tutelle

- Ecole Nationale de l'Administration (ENA)
- Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)

ORGANIGRAMME DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE



PRESENTATION DE LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DE L'ÉVALUATION

La Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Évaluation est chargée :

- d'assurer la production des statistiques sectorielles ;
- d'assurer la conception et la mise en œuvre des études sectorielles ;
- de participer à l'élaboration des Plans Nationaux de Développement et des Programmes d'Investissements Publics ;
- de participer à la réalisation des programmes et projets sectoriels dédiés ;
- de vulgariser les nouvelles méthodes et approches en matière de planification sectorielle ;
- d'assurer la coordination des activités des différentes structures du Ministère en matière de statistiques, de planification, de programmation et de suivi-évaluation ;
- de prévoir et de réaliser les études nécessaires pour la planification sectorielle ;
- de produire les statistiques et les indicateurs sectoriels nécessaires ;
- d'assurer la pérennité et la production des statistiques sectorielles ;
- de définir les objectifs et les stratégies sectorielles en matière de développement sectoriel ;
- d'assurer la programmation des investissements sectoriels ;
- d'assurer le contrôle et le suivi des projets sectoriels ;
- d'élaborer les bilans semestriels et annuels d'exécution des volets sectoriels du Plan National de développement et du Programme d'Investissement Public.

Avec un effectif de 45 fonctionnaires, elle est composée de deux (2) Sous-Directions:

- *la Sous-Direction Etudes-Planification ;*
- *la Sous-Direction des Statistiques et de l'Évaluation.*

OU SE PROCURER CETTE PUBLICATION DU MFP ?

Direction de la Planification des Statistiques et de l'Evaluation du Ministère en Charge de la Fonction Publique

Boulevard Angoulvant-BP V 93 Abidjan Immeuble Chichet 2^e étage Tél : 20 25 90 26 Fax : 20 22 39 74

Voir :

- ❖ **Dr ALIMA KAMARA**, Directeur de la Planification des Statistiques et de l'Evaluation
- ❖ **KOUAKOU Koffi Aubin**, Sous-Directeur des Statistiques et de l'Evaluation, Cel : +225 09 18 64 09
Email : aubbin@gmail.com / a.kouakou@fonctionpublique.gouv.ci
- ❖ **SICKO Vivien Hermann Eric**, Chef de service production des statistiques, Cel : +225 09 40 32 38
Email : h.sicko@fonctionpublique.gouv.ci, civabonon@gmail.com
- ❖ **Mme Sylla née Traoré Bintou**, Cellule Archivage, Cel : +225 40 65 68 02
Email : bintousylla.dpse@gmail.com

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE



ANSTAT
Annuaire Statistique